



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE

N° 5 – septembre-octobre 2021

En bref

Remaniement gouvernemental : le Chancelier Sebastian Kurz a été contraint à la démission après les perquisitions du parquet anti-corruption à la chancellerie fédérale, au siège du parti conservateur et au ministère des finances. Le 14 octobre, il a retrouvé le Parlement comme président du groupe parlementaire des conservateurs. Son ancien ministre des affaires étrangères, M. Alexander Schallenberg, lui succède à la tête du gouvernement de coalition entre les conservateurs et les verts. L'ambassadeur d'Autriche en France, M. Michael Linhart, devient le nouveau ministre des affaires étrangères.

Zoom sur

Le gouvernement a annoncé les grandes lignes de sa réforme fiscale éco-sociale, prévue dans le programme de coalition conclu entre les conservateurs du Chancelier Kurz et le parti des Verts. L'Autriche adoptera enfin une fiscalité plus verte en imposant un prix aux émissions de CO₂. Qualifié du « plus grand allègement fiscal de la 2^{ème} République », le projet présenté en conseil des ministres le 6 octobre, d'un volume de 18 Mrd EUR, prévoit entre autres d'introduire une taxation progressive des émissions de CO₂, avec un prix d'entrée à 30 EUR/tonne dès le 1^{er} juillet 2022 pour aboutir à 55 EUR/tonne en 2025, une réduction des taux de l'impôt sur le revenu pour les

LE CHIFFRE À RETENIR

4,5

Le coût cumulé en points de PIB de la réforme fiscale éco-sociale annoncée par le gouvernement autrichien !

tranches moyennes, un abaissement de l'impôt sur les sociétés (25 % actuellement) à 23 % en 2024, un allègement de la cotisation à l'assurance maladie de 1,7 point pour les salaires bruts mensuels inférieurs à 2 500 EUR et la mise en place de mesures compensatoires en faveur des ménages les plus exposés à la taxation du carbone. Toutefois, les experts estiment que le taux d'entrée du prix du carbone à 30 EUR est trop faible pour engager une évolution des choix et comportements, favorable à la lutte contre le changement climatique.

Autriche

Prévisions et indicateurs

1. Un rebond solide mais hétérogène, entravé par la 4^{ème} vague

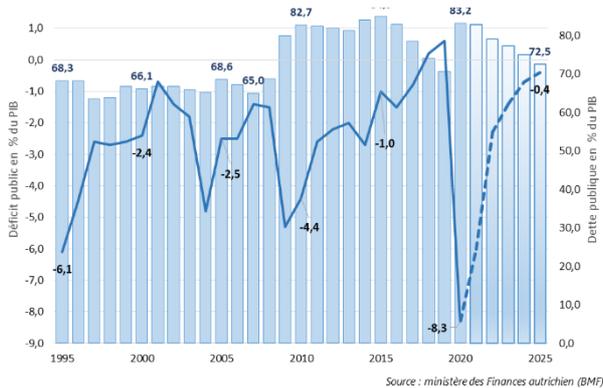
La reprise dynamique de l'activité économique a contraint les instituts de conjoncture Wifo et IHS à revoir à la hausse leurs prévisions macroéconomiques pour cette année et 2022, sans toutefois prendre en compte les effets éventuels de la réforme fiscale éco-sociale annoncée par le gouvernement le 3 octobre, d'un volume de 18 Mrd EUR. Après la contraction de 6,7 % en 2020, la croissance du PIB devrait atteindre 4,4 voire 4,5 % en 2021 et gagner en intensité pour tendre vers 4,8 % en 2022. L'embellie économique sera largement soutenue par la consommation privée qui, après son repli en 2020, devrait rebondir de 4 % en 2021 et jusqu'à +6,0 % en 2022. La reprise du commerce mondial devrait entraîner, selon les économistes, une hausse des exportations des biens et services comprise entre 8,6 et 9,4 % en 2021 et entre 7,7 et 8,9 % en 2022 quand les importations, soutenues par la demande domestique, évolueraient d'un même ordre de grandeur. Si l'année 2020 a également été marquée par une contraction des investissements,

ceux-ci retrouveraient leur vigueur en 2021 et 2022, soutenus par la prime d'investissement mise en place par le gouvernement. Les investissements dans l'outil productif devraient progresser de 8,5 à 10,6 % cette année, et d'environ 5,0 % en 2022. Face à la pénurie de certains composants, aux retards dans les chaînes d'approvisionnement et à la hausse soudaine des prix de l'énergie, l'inflation pourrait atteindre 2,8 % en 2021 et jusqu'à 3 % en 2022. Sous ces conditions, les économistes estiment le déficit public au sens du traité de Maastricht à 6,3 %, voire 6,7 % du PIB en 2021, se réduisant à 2,8 % pour l'IHS en 2022, voire 1,9 % pour le Wifo.

2. Le déficit et l'endettement publics commencent à reculer

Le 13 octobre, le ministre des finances a présenté au Parlement le projet de loi de finances 2022. Le déficit devait atteindre 6 % en 2021 et 2,3 % en 2022 contre un déficit historique de 8,3 % en 2020 et un excédent de 0,6 % du PIB en 2019. La dette devait atteindre 82,8 % en 2021 et 79,1 % en 2022 après 83,2 % en 2020 et 70,6 % du PIB en 2019. Cette évolution s'explique par le recul des subventions et aides en lien avec la crise Covid ainsi que par l'augmentation des recettes fiscales expliquée par la relance de l'économie.

Figure 1 : Evolution et projections du déficit et de la dette publics autrichiens (critères de Maastricht)



3. Le commerce extérieur de l'Autriche dépasse son niveau d'avant-crise

Au premier semestre 2021, les importations de l'Autriche ont atteint 85,60 Mrd EUR, en hausse de 22,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2020 qui avait été marqué par la crise COVID-19. Les exportations ont progressé de 16,5 % pour atteindre 80,34 Mrd EUR. Ces chiffres reflètent la reprise de l'économie autrichienne et se placent au-dessus des résultats pour le premier semestre 2019 (importations : 79,7 Mrd EUR, exportations : 77,6 Mrd EUR). Le déficit a presque quintuplé et s'élève désormais à 5,26 Mrd EUR dont 2,48 Mrd EUR pour le commerce avec l'UE (S1 2020 : 0,64 Mrd EUR et 2,78 Mrd EUR avec les pays tiers (S1 2020 : 0,46 Mrd EUR).

Politique économique et sociale

1. Réforme fiscale éco-sociale : l'Autriche introduit enfin la taxation du carbone

Le 3 octobre 2021, le gouvernement a présenté sa réforme fiscale dite éco-sociale. Elle prévoit notamment l'introduction d'une composante prix du carbone dans la fiscalité de l'énergie à partir de juillet 2022 à hauteur de 30 EUR par tonne qui augmentera progressivement pour atteindre 55 EUR en 2025. Cette taxe carbone fait partie d'un paquet fiscal qui devrait se traduire par un allègement de la charge fiscale tant pour les ménages que pour les entreprises. Au total, le coût net du paquet fiscal pour les finances publiques serait de 18 Mrd EUR (4,5 points de PIB) cumulé de juillet 2022 à juillet 2025.

2. Emploi

Alors que l'Autriche a réussi, au travers de l'adaptation de son dispositif de chômage partiel auquel elle a consacré 25 % des aides corona, à éviter les destructions d'emploi, la reprise solide de l'activité économique a permis au marché du travail de revenir à son niveau d'avant-crise bien plus tôt qu'escompté. Fin août, le taux de chômage, selon Eurostat, s'élevait à 6,1 % (France : 8,0 % ; UE : 6,8 %). En termes de chômage des jeunes, l'Autriche retrouve progressivement son niveau de fin 2019 avec 11,6 % (France : 19,9 % ; UE : 16,2 %). En revanche, sur fond de relance économique, l'inadéquation entre offres d'emploi et formation devient plus flagrante : Près de 114 000 offres d'emplois restent non pourvues et les difficultés de recrutement que connaissent les entreprises

constituent un frein non négligeable à l'essor de ces dernières.

3. Retraites : revalorisation

Une revalorisation des retraites et pensions au-delà de l'inflation a été adoptée par le conseil des ministres du 22 septembre : à compter du 1^{er} janvier 2022, les pensions inférieures à 1 000 EUR mensuels augmenteront de 3 % ; entre 1 000 EUR et 1 300 EUR, la hausse accordée sera dégressive pour tendre vers 1,8 %. Pour les pensions supérieures à 1 300 EUR, la progression sera limitée à 1,8 %, soit l'inflation constatée entre août 2020 et juillet 2021. En choisissant de revaloriser certaines retraites au-delà de l'inflation, le gouvernement va de nouveau à l'encontre des recommandations de la commission d'évaluation des retraites qui voit la soutenabilité du régime des retraites mise en tension. Le président de la commission a en conséquence annoncé sa démission. L'impact pour les finances publiques est estimé à 1,1 Mrd EUR.

Figure 2 : Revalorisation des pensions et retraites (en bleu l'inflation)



Source : Der Standard, APA

Veille sectorielle

1. Secteur financier

Les bénéficiaires des banques autrichiennes atteignent le niveau d'avant-crise

La banque centrale d'Autriche vient de publier le résultat pour l'ensemble du secteur bancaire au premier semestre 2021. Les banques autrichiennes ont réalisé un résultat net de 3,7 Mrd EUR, quadruplant le résultat du premier semestre 2020. L'augmentation du résultat semestriel est principalement due aux fortes fluctuations des dépréciations et des provisions causées par la pandémie COVID 19. En comparaison, le résultat du premier semestre 2019, avant la pandémie, était de 3,5 Mrd EUR. Les deux grandes banques commerciales du pays, le groupe *Erste* et la *Raiffeisen Bank International (RBI)*, ont respectivement enregistré des bénéfices à hauteur de 918 M EUR (contre 293 M EUR au S1 2020) et de 612 M EUR (+66 %).

Le secteur des assurances affiche une hausse du volume des primes

Selon l'autorité autrichienne de surveillance des marchés financiers (FMA, *Finanzmarktaufsicht*), le volume des primes du secteur des assurances a atteint 10,63 Mrd EUR au premier semestre 2021, après 10,44 Mrd EUR au S1 2020, dont 6,64 Mrd EUR pour les assurances dommages et accidents (+3,07 %). La hausse des primes est notamment portée par les résultats du groupe UNIQA (+17,1 %) ce qui s'explique par l'acquisition des activités d'AXA en Pologne, Tchéquie et Slovaquie par *UNIQA Österreich Versicherungen AG* en 2020. Le premier assureur d'Autriche, *Vienna Insurance Group VIG*, a enregistré au S1 2021 un volume de primes en hausse de 3,5 %. En revanche, les dépenses pour sinistres augmentent de plus de 10 %

pour atteindre 4,3 Mrd EUR dont près de la moitié pour les dommages et accidents (+37,66 %).

2. Industrie

Infineon Austria a inauguré sa nouvelle usine de puces électroniques à Villach

Sur fond de pénurie mondiale de puces électroniques, le groupe allemand *Infineon Technologies* a inauguré mi-septembre sa nouvelle usine de puces électroniques sur de grands *wafers* de 300 mm à Villach (Carinthie) qui est le centre d'expertise mondial du groupe allemand *Infineon* pour les semi-conducteurs de puissance, créant ainsi 860 emplois supplémentaires. L'investissement est de 1,6 Mrd EUR et s'inscrit dans le cadre du projet important d'intérêt européen commun de l'Union européenne (PIIEC) sur la microélectronique. Le chiffre d'affaires de la nouvelle usine devrait atteindre 2 Mrd EUR.

Investissement de 500 M EUR pour les circuits imprimés (PCB) et semi-conducteurs

Le fabricant de cartes de circuit imprimé AT&S, coté à la bourse de Vienne, prévoit d'investir 500 M EUR dans son site de Leoben (Styrie), ce qui conduira à la création de 700 nouveaux emplois hautement qualifiés et d'un nouveau centre de R&D. Le projet sera cofinancé à hauteur de 28,5 M EUR par le plan européen de relance et de résilience (PIIEC microélectronique) ; l'Etat fédéral avait inscrit à ce titre 125 M EUR qui bénéficient également au site d'Infineon de Villach (Carinthie).

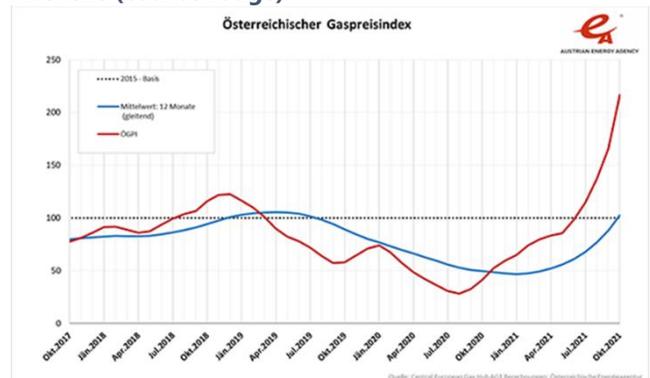
3. Energie et environnement

Forte hausse des prix de l'énergie

Dans le sillage de la hausse générale des prix de l'énergie, l'indice des prix de l'électricité établi par l'agence autrichienne de l'énergie s'inscrit en hausse de 54 % en octobre 2021 par rapport à octobre 2020. Pour l'indice des prix du gaz, on observe même une augmentation de 425 % en glissement annuel.

Les ménages ont dû subir une augmentation des prix de l'électricité et du gaz de 7 % entre août 2020 et août 2021. Dans ce contexte, l'autorité de contrôle E-Control recommande de comparer les offres des fournisseurs d'énergie. Au premier semestre 2021, environ 182 000 ménages et entreprises ont changé de fournisseur énergétique dont 143 000 pour l'électricité et 38 000 pour le gaz. Le taux de changement a atteint 2,3 % pour l'électricité et 2,9 % pour le gaz. Selon E-Control, les économies pourraient atteindre en moyenne par an et par consommateur 240 EUR pour l'électricité et 400 EUR pour le gaz.

Figure 3 : Evolution de l'indice du prix du gaz en Autriche (courbe rouge)



Pollution atmosphérique : les émissions de CO₂ continuent à augmenter

Dans le cadre de ses décisions relatives aux procédures d'infraction du mois de septembre, la Commission demande instamment à l'Autriche (ainsi qu'à Chypre, la Grèce et la France) d'intégrer dans leur législation nationale la directive relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes. Cette directive vise à réduire la pollution atmosphérique en fixant des valeurs limites d'émission pour les installations de combustion moyennes. Celles-ci sont utilisées dans un large éventail d'applications, dont la production d'électricité, le chauffage et le refroidissement domestiques et résidentiels et la production de chaleur ou de vapeur à des fins industrielles. Elles constituent une source importante de pollution atmosphérique par le dioxyde

de soufre, l'oxyde d'azote et la poussière. Selon Statistik Austria, entre 1995 et 2019, on note une réduction des émissions de dioxyde de soufre de 73 %, d'oxyde d'azote de 16 % et de particules fines de 35 %. Les émissions de CO₂ en revanche ont augmenté de 5 %. Au total, l'Autriche a atteint ses objectifs européens pour 2020 des émissions de GES de 47,8 millions de tonnes.

4. Tourisme

Une campagne de 10 M EUR pour rassurer sur le tourisme d'hiver en Autriche

Dans l'optique d'améliorer la perception de l'Autriche en termes de tourisme d'hiver dans le contexte de la pandémie et après une saison 2020/2021 fortement affectée par les confinements et les fermetures administratives, le ministère en charge du tourisme a choisi de débloquer 10 M EUR pour financer une campagne d'information relative aux mesures prises pour assurer un séjour au ski en toute sûreté sanitaire. L'institut des études touristiques de Kiel (Allemagne), commandité par le ministère autrichien, a analysé les potentialités de séjours touristiques d'hiver dans 7 pays : le potentiel touristique pour l'Autriche s'élèverait à 17 millions de personnes, le pays alpin restant la destination de prédilection pour les Allemands et les Néerlandais.

Relations bilatérales

Canal+ développera une offre de contenus avec A1 Telekom Austria

Le groupe Canal+ annonce vouloir s'associer à A1 Telekom Austria, leader du marché autrichien des télécommunications, et sa filiale A1 nowTV, afin de développer une offre de contenus adaptée à ce marché. A1 pourra à partir du 1^{er} semestre 2022 s'appuyer sur le savoir-faire et l'expertise du groupe Canal+ dans la production et la distribution de contenus premium. Depuis l'acquisition de la

plateforme M7 en 2019, le groupe français est présent en Autriche via une offre TV satellite et internet, HD Austria. Avec ce partenariat, il ambitionne une nouvelle offre de contenus s'appuyant sur la force de distribution de A1 et de ses offres de téléphonie et haut débit qui comptent près de 5,1 millions de clients mobiles et 1,9 million de clients fixes en Autriche. Pour Canal+, il s'agit de la démonstration de sa stratégie de créer et développer des packages TV dédiés aux opérateurs BtoB et de se positionner comme un opérateur proposant aux acteurs télécom de construire leur « brique » TV sur des marchés de plus en plus concurrentiels.

Wienerberger investit 60 M EUR dans ses usines en France

L'entreprise viennoise *Wienerberger AG*, qui est le premier briquetier mondial et leader européen de la tuile en argiles, annonce des investissements à hauteur de 60 M EUR sur trois ans dans ses huit usines françaises afin de réduire ses émissions de CO₂ de 15 %. *Wienerberger* emploie 790 salariés en France pour un chiffre d'affaires de 184 M EUR (-2 %). Le groupe *Wienerberger* est présent dans 30 pays et ses 197 sites emploient plus de 16 500 personnes à travers le monde. En 2020, *Wienerberger* a réalisé un chiffre d'affaires de 3,4 Mrd EUR, en baisse de 3 %.

Stellantis (PSA/FCA/OPEL) : chômage partiel pour les employés du site de Vienne-Aspern

Dans le sillage du site Opel d'Eisenach (Allemagne), les 460 employés du site de production de Vienne-Aspern, qui fabrique pour le groupe Stellantis des boîtes de vitesse, ont été placés en chômage partiel à compter du 18 octobre jusqu'à la fin de l'année. Cette interruption de la production est inhérente à la pénurie en puces électroniques et semi-conducteurs qui affecte toute l'industrie automobile.

Slovénie

Prévisions et indicateurs

Forte révision à la hausse des prévisions du FMI

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la Slovénie et crédite l'économie slovène d'une hausse du PIB de 6,3 % en 2021, soit 2,4 points de plus qu'au printemps. En 2022, la croissance pourrait atteindre 4,6 %, comme estimé précédemment. L'inflation devrait rester contenue à 1,4 %, selon les économistes du FMI, mais accélérer à 1,8 % en 2022. Le chômage se résorbe lentement pour atteindre 4,5 % cette année et 4,3 % en 2022. Ces prévisions restent toutefois incertaines en raison de la crise qui affecte actuellement les chaînes d'approvisionnement.

Plan de relance et de résilience : 231 M EUR versés en acompte

La Commission européenne a versé à la Slovénie un acompte de 231 M EUR, soit 13 % de l'allocation slovène au sein du fonds européen de relance et de résilience, afin d'aider le pays à engager les réformes nécessaires et de mettre en œuvre les investissements indispensables. L'allocation de la Slovénie se monte à 2,5 Mrd EUR, dont 1,8 Mrd EUR de subventions et 705 M EUR sous forme de crédits.

LE CHIFFRE À RETENIR

6,3%

La croissance prévue par le FMI

Relations bilatérales

Suppression de 350 emplois chez Revoz

La crise que traverse actuellement le secteur automobile affecte également le site de production de Renault en Slovénie. Après avoir dû suspendre la production à plusieurs reprises cette année en raison de la crise sanitaire et de la pénurie de certains composants, la direction du site de Novo mesto a pris la décision de réduire les effectifs dès la mi-novembre afin de ramener la production quotidienne à 480 véhicules. Environ 350 emplois sont concernés mais la direction négocie avec les partenaires sociaux et les agences partenaires pour aider les personnels affectés à rebondir sur un marché de l'emploi très demandeur.

Trèves SAS ferme son site slovène

Déjà affecté par un incendie en janvier, le site en Slovénie du groupe français Trèves, sis à Veliki Gaber, ne rouvrira pas. C'est la décision prise par l'équipementier français, fournisseur de Revoz, alors que les quelque 100 employés ont déjà retrouvé un emploi.

septembre-octobre 2021

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

	Prévisionnistes internationaux							Prévisionnistes nationaux						
	OCDE		FMI		Commission européenne		OeNB			WIFO		IHS		
	mai 2021		oct 2021		mai & juil 2021		juin 2021			oct 2021		oct 2021		
	2020	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2023	2021	2022	2021	2022
Principaux indicateurs														
Evolution annuelle en %														
PIB réel (1)	-6,7	3,4	4,2	3,9	4,5	3,8	4,5	3,9	4,2	1,9	4,4	4,8	4,5	4,5
Consommation privée (réel)	-8,5	3,0	4,9			3,0	5,3	4,0	5,8	1,8	4,5	6,0	4,0	4,9
Demande des administrations publiques (réel)	-0,5	1,3	1,1			3,3	1,1	2,1	0,5	0,8	2,4	-0,8	2,3	0,8
Formation brute de capital fixe (réel)	-4,6	4,6	4,1			4,8	3,3	4,7	3,3	1,8	8,2	4,1	7,1	3,8
Exportations (réel)	-10,8	7,2	7,8	7,7	5,3	7,5	7,2	7,1	6,4	3,4	8,6	8,9	9,4	7,7
Importations (réel)	-9,4	7,9	7,3	8,4	4,6	8,2	6,6	7,4	6,3	3,0	9,9	8,2	9,4	6,6
Productivité 2)		2,4	3			2,6	1,4	2,8	2,8	1,2	-1,9	0,9	2,1	2,5
Déflateur du PIB														
IPCH 1)	0,7	1,1	1,5	2,3	2,3	1,3	1,7	2,3	1,9	1,6	2,2	2,5	1,3	1,8
Coûts unitaires du travail	7,6	-0,3	-0,8			-1,5	-1,1	-0,6	0,1	1,4	-0,4	0,4	-0,6	0,0
Emploi salarié 3)														
	-2,0	1,1	1,3	0,6	1,0	1,2	1,3	1,1	1,4	0,7	2,3	1,9	2,4	2,0
en % de la population active														
Taux de chômage	5,4	5,1	4,8	6,4	6,0	5,0	4,8	5,2	4,8	4,6			6,4	5,8
en % du PIB nominal														
Balance courante	1,9	1,6	2,3	1,6	2,0	2,2	2,7	2,1	2,2	2,4	-0,1	0,0		
Solde des finances publiques	-8,3	-7,3	-3,1	-5,8	-2,9	-7,6	-3,0	-6,9	-2,8	-2,0	-6,3	-1,9	-6,7	-2,8
Les hypothèses														
Prix du pétrole en USD/baril 1)	40,6	64,0	65	65,7	64,5	68,7	68,3	65,8	64,6	61,9	69,0	69,0	70,0	71,5
Taux d'intérêt à court terme en %	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,3	-0,5	-0,4	-0,5	-0,5
Taux de change USD/EUR	1,14	1,2	1,2	1,19	1,21	1,20	1,20	1,21	1,21	1,21	1,19	1,13	1,19	1,19

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

1) European Commission: Summer 2021

2) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour, IHS: labour productivity per employee.

3) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 13/10/2021

Dernière mise à jour le 08/10/2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Vienne
Philippe Brunel
Rédacteurs : S. Maynhardt, E. Zajc, P. Chaumont

Pour s'abonner : vienne@dgtresor.gouv.fr ;
ljubljana@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

